

A l'horizon du futur

Parti et société, confrontation et élaboration

Par Louis-Marie Barnier et Catherine Samary*

Le processus de construction d'un « NPA » nous confronte à plusieurs faux dilemmes mais vraies tensions qu'il nous faut savoir maîtriser.

- Construire dès aujourd'hui le monde de demain — ou attendre le « grand soir » de toutes les ruptures ?

- Construire un parti des luttes — ou celui d'un projet de société ?

Ces tensions peuvent se maîtriser si nous envisageons notre mode de fonctionnement d'aujourd'hui en rapport avec notre projet de société. Il ne s'agit évidemment pas des détails impensables d'un « modèle » fabriqué en chambre, mais des critères de base organiquement portés par les grandes luttes contre tous les rapports croisés d'oppression — des critères applicables à la fois dans la force collective et organisée que nous voulons construire, dans ses rapports aux autres formes d'organisation, et dans la société elle-même que nous vou-

lons bâtir. Il s'agit en substance de déterminer les modalités d'être ensemble dans notre diversité, les moyens d'agir ensemble sans éclater dès la première épreuve politique, en fonction des finalités explicitées de nos engagements. Les mots en « ismes » sont certainement à réinterpréter pour devenir compréhensibles à la lumière des expériences et connaissances acquises. Notre élaboration doit sans cesse intégrer les apports des nouvelles formes de résistance et leurs exigences démocratiques. Mais il ne faut pas confondre processus de formation/élaboration et plate-forme qui donne notre « profil ». Les mots et la « façon d'être » qui définissent nos finalités doivent être non ambigus, compréhensibles sans autre bagage préalable que le rejet d'un ordre social et politique profondément injuste.

On n'a jamais changé de société en réclamant la révolution — mais en exigeant la terre, du pain, du travail,

* Louis-Marie Barnier est membre de la Direction nationale de la LCR.

Catherine Samary est universitaire et membre de la LCR

des droits... Et l'on n'empêche pas les futures possibles trahisons par des textes et des mots qui « blindent ». Bien plus décisive est la visibilité d'autres possibles, par la construction d'alternatives embryonnaires et de contre-pouvoirs. Agir « efficacement » ne peut se lire dans un temps court, celui de la seule action immédiate, notre action vise à construire une autre société. Ce n'est pas en mettant le « mot » révolution, qu'on donnera des « garanties » sur le fait qu'on ne commettra pas d'impair, d'erreur, voire de renoncement sur la voie d'un tel engagement. Et il n'existe aucun consensus entre ceux qui se disent révolutionnaires aujourd'hui, ni sur comment se comporter dans les luttes actuelles, ni sur la société à construire et donc encore moins sur les ponts stratégiques à construire, entre aujourd'hui et demain... Et beaucoup de ceux et celles qui craignent (à tort ou à raison) que les proclamations « révolutionnaires », signifient incapacité à se battre aujourd'hui pour d'autres possibles, au nom d'un chimérique grand soir aux lendemains incertains, seront sans doute à nos côtés face aux choix réels qui comptent : refuser d'accepter les inacceptables injustices, dénoncer le pseudo « réalisme » des critères dominants, oeuvrer à l'action et à la réflexion collective et solidaire durable, « jusqu'au bout », quand des crises d'ensemble et des mobilisations majeures ouvrent de nouveaux possibles qu'il faudra saisir...

Comment formuler la plate-forme d'une nouvelle formation à construire — un NPA — pour ne pas trancher les

L La visibilité d'autres possibles, par la construction d'alternatives embryonnaires et de contre-pouvoirs est décisive

débats qui doivent rester ouverts et nous permettre un véritable élargissement, sans pour autant perdre notre finalité et capacité d'action ? Il faut mettre en avant les buts — dont l'auto-organisation démocratique — comme profil ; expliciter les modalités de fonctionnement permettant d'avancer.

Pour beaucoup d'entre nous qui serons dans le NPA, le mot « socialisme » désigne cette finalité d'une société sans rapports d'oppression et d'exploitation, visant la satisfaction des besoins humains par la plus large démocratie individuelle et collective à inventer. Mais l'expérience du social libéralisme comme du stalinisme ont brouillé les sens de ce mot, par la diversité des usages qui en ont été faits accompagnés de trahisons diverses. Ceux et celles qui sont le plus attaché-e-es à un socialisme autogestionnaire comme essence profonde du projet marxiste attendent de réelles preuves que les débats, la formation et l'action du futur NPA permettront de s'emparer de ces enjeux et de collectiviser les expériences et savoirs qui s'y rattachent.

Porter un projet d'émancipation

Ce nouveau parti devra s'attacher à combattre concrètement l'écart

entre droits universels proclamés (à la santé, à l'éducation, à l'eau, à une vie décente, au travail, à la protection sociale, à l'égalité hommes/femmes, à la libre association...) et la réalité : c'est-à-dire l'accès profondément inégal et souvent en régression à de tels droits. L'exigence de satisfaction inconditionnelle de ces droits de base pour toutes et tous au vu des richesses existantes, l'enjeu majeur de la protection de la planète et l'arrêt des pseudo guerres « humanitaires » néo-coloniales, dessinent ensemble le « profil » de la nouvelle force que nous devrions aider à construire.

Le capitalisme est incapable de satisfaire ces revendications de base. En avançant de telles exigences, en mobilisant pour leur satisfaction, nous construisons dès aujourd'hui la société de demain. Ce que nous prôtons dès aujourd'hui : au plan municipal, la gratuité des transports financée sur les profits des entreprises, la politique de logements et d'urbanisation sans discrimination au faciès ou prénom, et contrôlée par les habitants, les lieux de loisirs et de formation permanente, les services de qualité et de proximité pour la petite enfance et les personnes âgées ; des programmes scolaires qui intègrent l'histoire des femmes, des immigrés, de toutes les oppressions et luttes de libération, le droit de vote pour tous les résidents, une école ouverte à toutes et tous ouvrant l'esprit critique ; la gestion mutualisée de la Sécurité sociale et des risques sociaux ; la protection de la santé et de l'égalité d'accès à des soins de qualité ; la contestation des pouvoirs

du Capital sur les vies humaines et leur environnement... Tout cela n'est pas pour demain, mais préfigure demain, car le capitalisme est incapable de le satisfaire.

L'insertion dans les quartiers défavorisés, dans les cités, dans les localités est nécessaire. De nouveaux liens de sociabilité doivent y être construits comme base d'autres rapports de force et de la contestation des idéologies sarkozystes et lepénistes du bouc-émissaire, de la division, de la promotion individuelle corruptrice et clientéliste. Il est vital pour le NPA de stimuler (et de s'insérer dans) des relais associatifs et des formes multiples d'auto-organisation, de refléter la diversité sociale et d'aider à l'émergence d'un « intellectuel organique », composé d'hommes et femmes, issus de cette diversité. Notre hétérogénéité doit être constructive d'une richesse qui permette aussi d'agir « efficacement », c'est-à-dire... « jusqu'au bout ». Nous ne portons pas de « modèles clés-en-mains », mais une des finalités essentielles de l'organisation sur la durée, du local au planétaire, et d'une génération à l'autre, c'est de pouvoir transmettre et enrichir une mémoire des luttes, des avancées et des échecs, une Histoire qui résiste à l'air du temps et aux enterrements à la mode. Nos finalités sont des forces de rap-pels contre l'enlisement, et des critères pour tirer des bilans d'expériences partielles. Et c'est pourquoi elles doivent être conscientes et partagées explicitement — la finalité d'une autre société, sans discrimination et rapport d'exploitation, tournée

vers la satisfaction des besoins sous le contrôle des intéressé-e-s eux-mêmes.

L'intégration de la lutte contre les différentes dominations dans un schéma commun de transformation de la société ne se résume pas à la prise de pouvoir. Celle-ci ne sera d'ailleurs réelle et porteuse de lendemains que par une transformation profonde de tous les rapports sociaux qui sera le produit des luttes sociales dans/contre le système. Le NPA doit devenir à la fois outil et reflet de ces luttes-là. Cela n'est possible que s'il les porte en son sein-même, dans son mode de fonctionnement, dans sa diversité, dans ses débats et élaboration ouverts vers celles et ceux qui luttent... La démocratie interne/externe est au cœur de ce processus (modalités d'élaboration des orientations, des analyses, des actions)... Elle se pose pour le « parti » (ou la force politique nouvelle que l'on veut créer), ses rapports aux autres cadres de luttes/élaboration s'inscrivant dans des fronts, et, en pointillé, la société de demain.

Des lendemains qui chantent... dès maintenant

Encore faut-il rendre le possible palpable, crédible. Tel est l'enjeu des « réformes » prônées, des avancées qui sont autant d'apprentissage et de réflexion sur de bien d'autres possibles. Il existe certes une tension réelle entre deux risques majeurs. D'un côté, celui de l'enlèvement dans la gestion des pénuries, avec l'acceptation « réaliste » de critères de distribution qui contredisent les valeurs

pour lesquelles on se bat, et finalement la trahison des finalités affichées, le brouillage des mots et des étiquettes... le renoncement à changer le monde. Et de l'autre la paralysie associée à une extériorité qui veut être protection contre le « réformisme ».

Mieux vaut parfois rester en marge pour ne pas perdre « son âme », c'est-à-dire sa capacité de résistance critique à un ordre injuste. Il faut savoir se dissocier publiquement, démissionner d'institutions qui ne permettent pas de rendre visible le sens de son combat, ou, pire, qui imposeraient des « disciplines » gouvernementales, municipales ou de parti contradictoires avec les valeurs qu'on défend.

Mais on ne doit pas attendre des lendemains qui chantent pour concrétiser, avec les personnes concernées, les formes « transitoi-res » de réalisation de droits qui permettent de faire l'apprentissage d'autres possibles, qui consolident l'auto-organisation et les savoirs alternatifs...

Le clivage réforme/révolution est mal posé s'il s'exprime (ou est compris) comme le renvoi à demain de luttes pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. Il est tout aussi mal posé si, au nom de la critique essentielle de l'acceptation par la gauche sociale libérale des jeux et pièges institutionnels, il se présente comme un rejet « des institutions ». C'est souvent dans le cadre de certaines institutions existantes soumises à des tensions — les plus proches d'élus porteurs de luttes, comme ce fut le cas à Porto Alegre —

que s'opère cette première mise en œuvre. Des institutions plus intégrant dans le système capitaliste (Sécurité sociale) peuvent exprimer des dimensions contradictoires. Le NPA en lui-même est une institution, qu'on l'appelle ou pas « parti ». Et comme telle, il faut la juger en tant que moyen, selon les finalités poursuivies. C'est d'ailleurs sur ces bases qu'il sera possible d'en changer demain — comme la LCR appelle à se dépasser — si de nouvelles luttes, à l'échelle européenne et internationale, comme au plan local et national, offrent la possibilité d'outils meilleurs pour la même finalité.

Les autres institutions se jugent de la même façon : quels intérêts, quelles finalités servent-elles ?

Les institutions sont porteuses de façon ouverte ou cachée de liens sociaux et de luttes et rapports de pouvoirs, qu'il faut mettre en évidence. Elles constituent aussi pour certaines d'entre elles un cadre social de reconnaissance pour les groupes sociaux porteurs de solutions pour toute la société, comme le syndicalisme, pourtant largement intégré dans le fonctionnement des entreprises¹.

Les institutions sont multiples. En font partie la monnaie, les marchés, les diverses formes de propriété, mais aussi l'école, les lieux de formation, d'information, la police et l'armée, les églises ; mais encore les parlements et assemblées élues, les institutions non élues, les pouvoirs militaires, judiciaires, financiers, commerciaux... nationaux et internationaux. Aucune institution existante ne doit sortir indemne de l'examen critique, sous

l'angle de son rôle dans la reproduction ou le combat des rapports d'oppression et d'exploitation. Certaines devront disparaître. D'autres (comme les assemblées élues) seront radicalement changées par la remise en cause du pouvoir de l'argent, de la propriété capitaliste, des statuts sociaux cristallisant des classes, et par l'invention d'autres modes de décision — pénétrant les quartiers, les cités, les lieux de travail et de formation... De nouvelles fonctions d'institutions existantes (syndicales, associatives, assemblées élues...), et de nouvelles institutions, apparaissent en permanence dans les luttes elles-mêmes, porteuses de réponses pour toute la société²... Tout cela devra être discuté et impose la mise en évidence des moyens institutionnels, idéologiques, militaires, socio-économiques qui permettent aux minorités dominantes de l'ordre existant d'empêcher la contestation de leurs choix et qui tentent de verrouiller l'avenir en rendant opaque le passé.

Une démocratie qui construit un universel par des cheminements multiples

Cela exige aussi de forger les moyens de contre-information et de formation sur l'existence et la crédibilité de choix (individuels et collectifs) alternatifs. Telles sont aussi les fonctions et raisons d'être d'une nouvelle force — « NPA » — à construire, préparant d'effectives ruptures. Sans qu'on puisse en prévoir les scénarios, on sait et doit dire que les résistances atteignant un certain seuil se confrontent à l'Etat et aux institutions qui

1. Voir à ce propos : Louis-Marie Barnier, « Syndicalisme et institutions : une « dialectique de la reconnaissance » ? », *Critique communiste* N° 184, septembre 2007, <http://lmbarnier.free.fr/documents/BANIER-syndicalisme-et-institutions-septo7.doc>

2. Pour discuter davantage ces thèmes, Cf. notamment

- C. Samary, sur le site <http://hussonet.free.fr> : « Des buts et des moyens, quel projet socialiste autogestionnaire ? »,
- « De l'émancipation de chacun-e à l'intérêt général, et réciproquement »
- « De la citoyenneté au dépérissement de l'Etat »,
- sur le site www.europe-solidaire.org : « Les deux âmes du socialisme ».

protègent les privilèges actuels. Le NPA doit aider, pour sa propre capacité d'action et de réflexion, dans de multiples domaines et à divers moments des luttes, à ce qu'émerge, au travers de ses « antennes » dans la société, une perception collective des difficultés à affronter, des rapports de force réels. Les multiples élaborations locales, des collectifs de base, gagnent à s'inscrire dans une « conscience commune » de l'ordre social à combattre.

Mais leur apport est fondamental tant notre projet repose sur l'idée que l'émancipation est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. S'intègrent dans cette démarche collective tous ceux qui luttent contre les diverses formes d'oppression et de discrimination. Ils/elles participent, par leur pratique quotidienne, leur réflexion, leurs élaborations, à la création d'espaces de liberté. Chacun de ces mouvements détient une parcelle du mouvement global d'émancipation.

C'est la même conception démocratique qui doit guider notre mode de fonctionnement interne. Ce n'est pas la discipline hiérarchique qui forge la continuité et l'efficacité des combats pour un monde juste, ni la capacité à construire, par des chemins multiples, des convergences subversives. Il faut qu'en chacun-e de celles et ceux qui s'impliquent dans la construction d'un bien commun — un outil de lutte qui soit un véritable bien commun — se forge la conviction partagée qu'on peut avancer mieux et plus libre ensemble qu'en ordre dispersé; et que l'autonomie absolue de choix

chaque individu n'est en rien appauvrie par la confrontation à des points de vue différents se réclamant des mêmes objectifs. La « fidélité » et la loyauté de « parti » n'est pas de taire ses doutes, mais de les exprimer en escomptant d'être contesté en toute fraternité pour ses idées et non pour une « essence » ennemie.

Nous ne sommes pas pour autant naïfs et savons que les idées peuvent refléter des intérêts sociaux et couvrir des rapports de classe ; nous avons combattu la bureaucratisation et les rapports d'oppression qui s'enracinent dans des privilèges matériels et de pouvoirs (s'y incluent les privilèges de savoirs). Mais il y a là deux bilans et non pas seulement un : la transformation sectaire des divergences légitimes en barrières de classe et excommunications diverses ; la réalité des privilèges et rapports de pouvoirs. Et c'est l'ensemble de ces deux bilans qui impose des réponses adéquates sur deux plans distincts, tant dans le fonctionnement des outils de lutte que de la société : l'introduction de mesures concrètes (statutaires, législatives, contraignantes...) qui visent à combattre les inégalités, les discriminations et les privilèges sources d'oppression; mais simultanément, la protection tout aussi statutaire et contraignante de l'expression libre des idées, assortie des droits d'organisation. C'est un enjeu in-terne/externe essentiel au sein d'une organisation politique, syndicale, associative — comme dans la société que nous voulons construire.

Pour un dépassement permanent

La « politique » n'appartient pas qu'aux partis. Et nous avons depuis longtemps rejeté l'idée d'une subordination des organisations de masse aux partis, ou d'un centralisme d'une Internationale où la direction imposerait sa ligne aux sections

Les rythmes de dépassement de la LCR dans une réalité significativement plus large — mais pas moins riche — qu'elle-même ne sont pas prévisibles

nationales... Tout ceci doit être explicité et vérifié par chacun pour créer la confiance, au-delà des mots pour le dire.

La chance et la garantie d'une possible articulation LCR/NPA, doublée d'une future articulation IV^e/V^e Internationale, est que la LCR, comme la IV^e Internationale dont elle est section, sont organiquement pluralistes et explicitement porteuses de l'objectif de leur propre dépassement depuis des années... L'une et l'autre ont à transmettre la mémoire vivante et militante de luttes et de débats qu'elles incorporent. L'une et l'autre savent que l'outil politique dont les résistances à l'ordre mondial ont besoin ne peut se réduire à leur simple grossissement, et que la nouvelle phase de mondialisation capitaliste est porteuse d'une re-composition des résistances qui prendra du temps. A l'échelle internationale, les sections de la IV^e internationale ont été impliquées dans de

nombreuses expériences (avec des échecs et des réussites, des désaccords sur la façon de faire, des scissions et des regroupements...) qui témoignent de la réalité de nos choix et de l'incertitude des réponses... Il ne suffit pas de vouloir construire une nouvelle force capable de capter les réalités militantes provenant de traditions diverses pour être en mesure de le faire. Les scissions associées aux désillusions du Brésil, de l'Italie, de la Grande-Bretagne, ne sont pas la fin de l'Histoire — mais il faut en débattre.

Les rythmes de dépassement de la LCR dans une réalité significativement plus large — mais pas moins riche — qu'elle-même ne sont pas prévisibles. Et ne sont sans doute pas les mêmes d'une région à l'autre de France — parce qu'aussi les choix des autres composantes possibles d'un futur NPA, provenant du PC, des Verts, de la gauche du PS, des syndicats et associations diverses, dépendront de la confiance créée, de la clarification du projet et de ses modalités de fonctionnement — mais aussi d'expériences de luttes et campagnes menées en commun. Les frontières des organisations de la gauche se recomposeront face aux ouvertures sarkozystes et à la logique étasunienne d'un bipartisme centredroit/centre-gauche qui voudrait évacuer la lutte des classes au plan institutionnel, face à la supposée modernité universaliste du « libéralisme ».

Les rencontres, la proximité associée aux terrains de résistance commune contre le sarkozysme et le social-libéralisme en France, ou enco-

re les futures échéances européennes, devraient permettre de faire jouer les avancées de certaines régions sur le tout à construire. Au plan national comme international, divers rythmes et cheminements sont possibles de façon parallèle et plus ou moins combinée, avec présence réciproque dans tous les lieux où tentent de se construire des forces politiques de résistance au système-monde capitaliste. Il faut rechercher cette présence réciproque, appeler aux débats, à l'examen réel des divergences et des pratiques...

Ceci demande que les militants de la LCR (comme de la IV^e Internationale) ne soient pas perçus comme porteurs d'un programme établi qu'il s'agirait d'imposer par des manipulations de rapports de force — ni que leur histoire, leurs acquis programmatiques, leurs expériences soient superbement ignorés en faisant « du passé table rase » de façon obscurantiste. La transparence sur l'importance et la richesse des débats stratégiques, conceptuels et tactiques qui ont traversé la IV^e Internationale et sa section française est une garantie qu'il est possible de tendre vers un positionnement commun, d'avoir une fidélité de long terme à une organisation et des divergences... Cette image là de nous mêmes, pluraliste et démocratique, bien loin d'un quelconque « centre » qui porterait le « juste programme », nous distingue de bien d'autres courants de la gauche radicale. Le lien entre action militante — insertion dans les luttes — et élaboration programmatique ressort de cette confrontation plura-

liste permanente. Ce qui ce qui nous lie en toute loyauté, en dépit de divergences et tensions parfois majeures...

Le système démocratique interne relève de plusieurs logiques complémentaires. D'une part, la représentation des courants d'idées dans un débat particulier — avec des recompositions possibles et souhaitables dans l'avancée des débats et de l'expérience à condition qu'on donne les moyens de l'élaboration collective et de la représentation de la diversité des idées. Ceci est complété par la représentation géographique, qui relève autant du contrôle des élus par les mandants, que de l'idée que les groupes géographiques ont des choses spécifiques à défendre. Mais nous avons aussi des ancrages d'action et de réflexion « organisés » (plus ou moins bien — qu'il faudra améliorer) par « milieux sociaux » ou enjeux spécifiques (travail syndical, travail femmes, gays, etc...). C'est la combinaison de toutes ces approches qui évite les « horizons » fermés, permet le travail en commun, l'interaction des actions et réflexions, l'émergence (parfois difficile) d'un intellectuel collectif.

L-M. B. et C. S.